

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 22/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLARYS SAS

50, avenue Robert Gourdon
30600 Vauvert

Références : 2025-10-494
Code AIOT : 0006600802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement SOLARYS SAS implanté 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 04/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

SOLARYS génère plusieurs catégories d'effluents (eaux pluviales, eaux domestiques, eaux industrielles, eaux liées aux utilités (Purges de TAR, stérilisation, refroidissement des pompes à vide, condensats des chaudières). Les eaux industrielles proviennent principalement du lavage, transport et pelage des fruits ainsi que du lavage des installations et sont épandues ensuite sur des parcelles agricoles. La visite est réalisée dans le cadre du contrôle du plan d'épandage des effluents de la société SOLARYS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLARYS SAS
- 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLARYS (précédemment SAINT-MAMET) est spécialisée dans la production de fruits au sirop, de compotes, de desserts de fruits et de confitures. L'activité de l'établissement est saisonnière, de mi-juillet à début décembre, correspondant à la période de réception des fruits frais.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de Vauvert, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-053 du 4 août 2021 mettant à jour le classement du site et renforçant les dispositions relatives à la prévention de la pollution des eaux et des risques technologiques dans le cadre de la directive IED.

Un arrêté préfectoral complémentaire n°2023-051 a également été pris le 6 septembre 2023 pour réactualiser les dispositions applicables à la société SOLARYS en cas de période de sécheresse.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Contrat d'épandage.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 42	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Modalités d'épandage	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 8.6.2.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Surveillance des effluents à épandre	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 9.2.3.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 9.2.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 9.2.3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Programme prévisionnel d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > I.	Sans objet
3	Bilan d'épandage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.	Sans objet
5	Caractéristiques de l'épandage	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 8.6.2.3	Sans objet
6	Dispositifs de stockage temporaire	Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 8.6.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé plusieurs non-conformités nécessitant des actions correctives et/ou la transmission de justificatifs par l'exploitant sur :

- le cahier d'épandage : absence de données sur les cultures pratiquées lors des épandages, l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les effluents et l'identification des personnes physiques ou morales responsables des opérations d'épandage et des analyses.
- le contrat de mise à disposition des parcelles d'épandage : absence des engagements des deux parties
- les caractéristiques de l'épandage: dépassement de la concentration moyenne en sodium sur 5 ans
- les modalités d'épandage: dépassement ponctuel de la capacité d'absorption du sol, non-respect de la période d'interdiction d'épandage du 15/12 au 15/01
- la surveillance des effluents à épandre : absence de certains résultats d'analyses, non-respect de la plage réglementaire de pH
- la surveillance des sols : dépassement de la valeur limite pour le cuivre sur la parcelle GDQ1
- la surveillance des eaux souterraines : suivi incomplet des paramètres (absence niveau piézométrique et HAP), protection des ouvrages insuffisante et entretien des piézomètres à réaliser

Au regard de ces constats, il est donc impératif que l'exploitant réalise une étude préalable d'épandage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme prévisionnel d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée :
Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant

agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'arrêté préfectoral prévoit, le cas échéant, la transmission de ce programme au préfet avant le début de la campagne.

Constats :

Le programme prévisionnel annuel d'épandage a été transmis par courriel à l'inspection des installations classées le 25 septembre 2025. Ce document précise les groupes de parcelles concernés par la campagne d'épandage, et porte sur un périmètre composé de cinq îlots (constitués de six groupements de parcelles) :

- quatre îlots situés sur la commune de Vestric-et-Candiac, d'une superficie totale de 42,5 hectares (Jeu de mail 1 à 4) dont Solarys est propriétaire.

- un îlot situé sur la commune de Beauvoisin d'une superficie de 22,74 hectares (Grange des Quarquettes 1 et 2), dont Solarys est locataire.

L'utilisation de ces parcelles fait l'objet de fauches et de pâturages réguliers par des ovins et des chevaux. Les analyses des sols ont été réalisées par le laboratoire AUREA le 27 janvier 2025 sur l'ensemble des six groupements de parcelles, avec l'analyse complète des différents paramètres agronomiques. En vue de la campagne d'épandage 2025, de nouvelles analyses de sol sont programmées pour janvier 2026.

La quantité prévisionnelle d'effluents à épandre en 2025 est estimée à 200 000 m³, répartie selon la moyenne constatée au cours des cinq dernières années. Le tableau détaillant les volumes mensuels prévisionnels d'effluents à épandre par îlot ainsi que le bilan agronomique ont bien été joints dans le programme prévisionnel annuel d'épandage.

Les doses à épandre pour chaque élément fertilisant principal (azote - N, phosphore - P₂O₅ et potassium - K₂O, exprimés en kg/ha), et pour chaque groupement de parcelles, sont précisées. Les apports d'azote ont été calculés pour chaque îlot à l'aide de l'outil « Mes Parcelles ». Il est également précisé qu'aucune autre fertilisation organique ou minérale n'a lieu sur ces parcelles.

Les opérations d'épandage sont effectuées par du personnel spécialisé de la société SOLARYS. Cette information n'est pas explicitement mentionnée dans le programme prévisionnel annuel d'épandage transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage dans les prochains programmes prévisionnels d'épandage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée : 1° Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :- les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ; - les dates d'épandage ; - les parcelles réceptrices et leur surface ; - les cultures pratiquées ; - le contexte météorologique lors de chaque épandage ; - l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ; - l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses. Le producteur de déchets ou d'effluents doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des déchets ou des effluents produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.[...]
Constats : Le document intitulé « Cahier d'épandage », transmis par courriel le 25/09/2025 par l'exploitant à l'inspection des installations classées, comporte les informations relatives aux volumes mensuels épandus du 06/01/2025 au 09/10/2025 sur cinq îlots et aux surfaces des parcelles réceptrices issus du suivi journalier transmis par courriel le 10/10/20025. Ces fiches de suivi indiquent les jours d'épandage, les index des compteurs et le contexte météorologique. Cependant, ce cahier ne comprend pas les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les cultures en place lors des épandages,• l'ensemble des résultats d'analyses pratiqués sur les sols et les effluents,• l'identification des personnes physiques ou morales responsables des opérations d'épandage et des analyses. Toutefois, certaines données sont disponibles dans d'autres documents tels que : <ul style="list-style-type: none">• Les cultures en place. Elles sont précisées dans le programme prévisionnel d'épandage ainsi que dans le bilan annuel d'épandage,• L'ensemble des résultats d'analyses effectuées sur les sols et les effluents. Ces données figurent dans le bilan annuel d'épandage.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de compléter et de transmettre à l'inspection des installations classées le cahier d'épandage intégrant toutes les données exigées par l'article 41 >II de l'arrêté du 2 février 1998.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Bilan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée : [...] 2° Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend : <ul style="list-style-type: none"> - les parcelles réceptrices ; - un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ; - l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ; - les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ; - la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés.
Constats : L'inspection a pu consulter le bilan agronomique de la campagne d'épandage 2024. L'épandage a été réalisé sur cinq îlots de parcelles, représentant une surface totale de 65,24 hectares. Le volume épandu en 2024 s'élève à 199 694 m ³ , en diminution par rapport à 2023, conséquence directe d'une baisse d'activité. En effet, la production a enregistré une diminution de 28 %, ce qui a également permis de réduire la consommation en eau de 15 %. 46 analyses d'effluents ont été réalisées par le laboratoire CERECO en 2024. Les paramètres analysés sont les suivants : MES, DCO, DBO ₅ , pH, N-NTK, N-NO ₃ , P, MS, N-NO ₂ , Conductivité, Ca, Mg, K, Na, Cl, SO ₄ , Zn, T daphnies (Equitox/m3), N-NH ₄ , ETM (Cu, Cd, Cr, Hg, Ni, Pb, As), AOX, MESO, COT, PO ₄ -, Sulfures, B, Co, Mn, Mo, Fe, Se, benzo(a)pyrene, benzo(b)fluorenthène, fluorenthène, 7 PCB indicateurs. Les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables (Na et Cl) sont transmises Les 6 parcelles GDQ1 et GDQ2, JDM1, JDM2, JDM3, JDM4 ont fait l'objet d'analyses de sol par le laboratoire AUREA en janvier 2025. Le bilan de fumure est transmis. L'inspection a indiqué lors de l'inspection à l'exploitant qu'un modèle de fiche de plan prévisionnel de fumure était disponible sur : https://www.gard.gouv.fr/Media/Files/Modele-fiche-plan-previsionnel-de-fumure .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrat d'épandage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation définit les conditions dans lesquelles l'épandage doit être pratiqué. Il prévoit notamment l'établissement d'un contrat liant le producteur de déchets ou d'effluents au prestataire réalisant l'opération d'épandage et de contrats liant le producteur de déchets ou

d'effluents aux agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées.
<p>Constats :</p> <p>La société SOLARYS est propriétaire des parcelles d'une surface totale de 42,5ha situées sur la commune de Vestric-et-Candiac, réparties sur quatre îlots (Jeu de Mail). Par ailleurs, SOLARYS exploite également, en tant que locataire, 22,74 hectares sur la commune de Beauvoisin (îlot Grange des Quarquettes). Elle utilise une surface totale de 65,24 hectares pour l'épandage de ses effluents.</p> <p>L'épandage étant réalisé en interne par le personnel de SOLARYS sur l'ensemble des îlots concernés, aucun contrat liant producteur d'effluent et exploitant réalisant l'épandage n'est nécessaire à ce titre.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le contrat de mise à disposition de l'îlot Grange des Quarquettes établi, entre le Groupement Foncier Agricole des Héritiers Paul Roque à Beauvoisin et SOLARYS. Cette convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 pour une durée initiale de trois ans, renouvelable par période triennale avec une redevance annuelle. L'inspection a constaté que les engagements des 2 parties n'étaient pas définis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées les engagements du Groupement Foncier Agricole des Héritiers Paul Roque et de Solarys signés et datés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Caractéristiques de l'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 8.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Jusqu'à l'actualisation de l'étude d'impact d'épandage prévue à l'alinéa précédent, les quantités totales apportées à l'hectare ne devront dépasser les valeurs suivantes issues de l'étude d'impact d'octobre 1993: Valeur limite (kg/ha/an) sur une période de 5 ans : POTASSIUM 250 kg/ha/an - AZOTE 200 kg/ha/an- DCO (demande chimique en oxygène) 25 000 kg/ha/an - VOLUME EPANDU 5000 m3/ha - SODIUM 100 mg/l -CHLORURES 150 mg/l</p> <p>Valeur maximale sur la période de 5 ans (kg/ha/an) : POTASSIUM 400 kg/ha/an - AZOTE 300 kg/ha/an - DCO (demande chimique en oxygène) 40 000 kg/ha/an - VOLUME EPANDU 6000 m3/ha - SODIUM 200 mg/l - CHLORURES 300 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater d'après le bilan d'épandage 2024 que l'exploitant respecte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les valeurs moyennes en Potassium (210 kg/ha/an), en azote (95 kg/ha/an) , en DCO (18 000

kg/ha/an) et le volume épandu (3 060 m³/ha soit une lame d'eau de 306,1 mm) ;

- les valeurs maximum sur la période de 5 ans pour l'azote (V max : 198 kg/ha/ an), pour le potassium (V max : 280 kg/ha/an) et pour la DCO (V max de 20 000 kg/ha/an) ;
- la valeur maximum du chlore (99 mg/l) sur la période de 5 ans et la valeur moyenne (80 mg/l) ;
- la valeur maximum de sodium (132 mg/l) sur la période de 5 ans (VL max : 200 mg/L); néanmoins, sur ce dernier paramètre l'exploitant ne respecte pas la valeur moyenne sur une période de 5 ans (119 mg/l pour une valeur limite moyenne de 100 mg/L).

On note :

- Le dépassement de la valeur limite moyenne du sodium sur 5 ans s'explique par des valeurs historiques plus élevées mais la situation s'améliore nettement : la concentration mesurée en 2024 (99 mg/L) est inférieure à la valeur limite moyenne autorisée (100 mg/L). Il indique aussi que le dosage du NaOH utilisé lors du pelage des fruits est entièrement assuré par un pilotage automatisé de la conductimétrie des bains, permettant une mesure continue de la conductivité des bains. L'objectif du système est de maintenir une conductivité la plus basse possible, tout en garantissant l'efficacité du pelage. Ce pilotage précis permet d'optimiser la quantité de soude utilisée et ainsi de gérer au mieux la quantité d'agents polluants générés par le procédé dans les effluents.
- A date, l'exploitant indique qu'il n'a pas de solutions techniques de prévues à ce stade, ni en matière de traitement des eaux malgré des essais de traitement par ultrafiltration et par osmose inverse non concluants, ni de modification du procédé de pelage.
- L'exploitant réfléchit à étudier la révision des valeurs limites de sodium.

Les analyses de sol montrent que les teneurs en sodium dans les sols en 2024 diminuent par rapport à 2023 et le taux de saturation de la capacité d'échange cationique (CEC) qui mesure la fertilité du sol atteint au maximum 5,3%. A noter : le seuil de vigilance est défini par un taux de saturation de la CEC par le sodium compris entre 6 et 8%. Au-delà de 15%, le sol présente un risque élevé de sodisation, avec des conséquences sur sa structure et sa fertilité. Ainsi, ce taux de 5,3% témoigne d'une gestion compatible avec un maintien de la structure et de la fertilité des sols, sans risque de sodisation à ce stade.

Les teneurs en sodium dans les eaux souterraines sont plus importantes sur les piézomètres situés à l'aval des terrains d'épandage. Toutefois les teneurs mesurées restent inférieures à la référence de qualité pour la production d'eau potable (<200 mg/L).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de maintenir un suivi analytique régulier et renforcé en sodium dans les effluents ;
- de continuer d'investiguer et de mener une veille technologique sur les procédés de traitement des effluents permettant de limiter le sodium dans les effluents et sur les procédés de pelage des fruits et d'informer l'inspection régulièrement des avancées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositifs de stockage temporaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 8.6.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de stockage temporaire des effluents à épandre sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Le volume nécessaire est au minimum de 6 000m³. Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de deux cuves de stockage, pour un volume total de 800 m³ utilisées et équipées de 5 pompes d'épandage 5 bars. • d'une lagune d'une capacité de 6 000 m³, actuellement non utilisée et vide, équipée de 2 pompes d'épandage 10 bars <p>L'exploitant précise que le site ne fait pas l'objet de plaintes relatives à des nuisances olfactives pour le voisinage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Modalités d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 8.6.2.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Epandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations d'épandage sont réalisées par aspersion, à partir d'un réseau d'irrigation enterrée ou aérienne couvrant toute la superficie des terrains. Ces opérations sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux. Les périodes d'épandage, dans la limite de celles autorisées et les quantités épandues sont adaptées de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à assurer l'apport des éléments utiles au sol où aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ; - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; - à empêcher l'accumulation dans le sol des substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque éco-toxique ; - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. <p>En outre, toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'en aucune circonstance, ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes d'eaux souterraines ne puissent se produire. A cet effet, la détermination de la capacité de rétention en eau, ainsi que le taux de saturation en eau, seront effectués pour les sols, par parcelles ou groupes de parcelles homogènes du point de vue hydrique. Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique, l'épandage de déchets et/ou d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII-b de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. À chaque arrêt prolongé et à la fin de la campagne d'épandage, le nettoyage des canalisations sera effectué par</p>

une circulation abondante d'eau propre destinée à éviter les dépôts de matières fermentescibles et le rejet au début de la campagne suivante de produits nauséabonds.

Constats :

L'inspection a pu constater sur les parcelles du Jeu de Mail à Vestric-et-Candiac que l'épandage est effectué au moyen d'un système d'aspersion avec un réseau enterré et composé d'asperseurs. L'exploitant a indiqué la présence de 77 lignes de 12 asperseurs. L'épandage se fait régulièrement sur ces parcelles de janvier à mai et de novembre à décembre.

Sur les parcelles de la Grange des Quarquettes à Beauvoisin, l'épandage est effectué par un matériel d'aspersion démontable. Il se fait sur la période de juin à octobre.

Les teneurs et les flux cumulés apportés par les effluents en 10 ans sur les éléments traces métalliques et sur les composés traces organiques respectent les valeurs limites et les flux cumulés maximum imposés en annexe VII a de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Le bilan agronomique 2024 montre que la lame d'eau annuelle est inférieure à la valeur moyenne autorisée (500 mm art. 8.6.2.3 de l'Arrêté préfectoral d'autorisation). Néanmoins des dépassements de la lame d'eau mensuelle sont observés en février pour les parcelles JDM2, JDM3 et JDM4, en mars pour les parcelles JDM1, JEDM2, JDM3 et JDM4, en septembre et octobre pour toutes les parcelles (GDQ, JDM1, JDM2, JDM3 et JDM4). Les apports d'effluents sur ces 4 mois sont supérieurs à la capacité d'absorption des prairies et de rétention du sol. L'interdiction d'épandage du 15 décembre au 15 janvier n'est pas respectée. D'après les éléments transmis par courriel, 6515 m3 d'effluents ont été épandus pendant cette période.

On en conclut que les surfaces d'épandage utilisées ne sont donc pas suffisantes.

Les distances minimales définies à l'annexe VII-b de l'arrêté du 2 février 1998 sont respectées.

Le nettoyage des canalisations est réalisé par circulation d'eau propre en décembre en fin de campagne.

Le site ne fait pas l'objet de plaintes d'odeurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 3 mois pour la campagne d'épandage 2026 les modalités organisationnelles mises en place pour garantir le respect de la période d'interdiction du 15 décembre au 15 janvier sur l'ensemble des parcelles concernées et pour assurer la conformité des apports mensuels d'effluents sur les parcelles à la capacité d'absorption et de rétention du sol dès la prochaine campagne d'épandage.

Il est demandé aussi à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous un délai de 6 mois un rapport à connaissance d'une étude préalable d'épandage. Si besoin, l'exploitant pourra se faire accompagner par des organismes compétents pour la recherche de parcelles supplémentaires d'épandage et pour la réalisation d'une étude préalable d'épandage.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Surveillance des effluents à épandre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 9.2.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Epandage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume des effluents épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent. Dans le cadre de l'actualisation de l'étude d'épandage prévue à l'article 8.2.2.3, du présent arrêté, l'exploitant effectue des analyses complètes des effluents, notamment en recherchant la présence de polluants liés aux fruits traités(exemple pesticides) et aux produits utilisés dans le procédé(traitement des eaux chaudières TAR, etc). Ces analyses sont renouvelées lors de changements dans les procédés ou dans les traitements, qui sont susceptibles de modifier les caractéristiques des effluents.Les eaux seront prélevées en continu pour être analysées.L'exploitant procède quotidiennement à l'analyse des paramètres suivants : pH, DCO, MEST, potassium. Tous les mois, l'analyse de l'effluent sera complétée par l'analyse des paramètres suivants : conductivité, phosphore, formes de l'azote (N Kjeldahl, NH4, NO2, NO3), cations (Na, Mg, Ca) et anions (Cl, SO4).</p> <p>Ces analyses sont complétées annuellement sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de matières sèches, - Éléments de caractérisation de la valeur agronomique (cf. annexe VII-c de AM du 2.2.98) - Éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents au vu de l'étude préalable. - Agents pathogènes.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des analyses quotidiennes effectuées en interne d'août à octobre 2024 et 2025 (pendant la saison) sur les paramètres pH, DCO, MEST, potassium et par CERECO 2 à 3 fois par mois. Or, l'arrêté préfectoral ne limite pas ces obligations à la saison estivale, mais impose la réalisation de ces analyses tout au long de l'année. De ce fait, l'exigence réglementaire relative à la fréquence des analyses n'est pas respectée. - des analyses mensuelles par CERECO. Toutefois, pour le mois de septembre 2024, les résultats d'analyse de conductivité, ammonium, nitrates, nitrites, des cations et des anions sont absents. - des analyses annuelles par CERECO. Toutefois, les analyses annuelles réalisées par CERECO n'intègrent pas, en 2024 et 2025, les mesures suivantes: taux de matières sèches matière organique, C/N, phosphore total (P2O5), potassium total (K2O), calcium total (CaO), magnésium total (MgO), ainsi que les agents pathogènes (salmonella, œufs d'helminthes, entérovirus). <p>L'exploitant n'a pas pu fournir les justifications de ces absences de résultats d'analyses lors de la visite.</p>

Selon l'article 39 de l'Arrêté ministériel du 2 février 1998, le pH des effluents doit être compris entre 6,5 et 8,5. Des valeurs différentes ne peuvent être retenues que sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable. Or, les analyses de CERECO montrent un pH moyen de 5,7 sur l'année 2024 et de 6,4 du 08/01/2025 au 09/09/2025. En conséquence, ces valeurs ne respectent pas le seuil réglementaire. Les pH mesurés, pendant la campagne 2024, sont compris entre 6,7 et 8,1 dans les sols et entre 6,2 et 7,5 dans les eaux souterraines pour les piézomètres en aval.

Les contrôles réalisés en 2024 sur les effluents destinés à l'épandage montrent que:

- Les teneurs en éléments traces métalliques (ETM) dans les effluents qui sont Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, Cu+Cr+Ni+Zn et Se sont toutes inférieures aux valeurs limites réglementaires imposées dans le tableau 1a de l'annexe VIIa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
- Les teneurs en composés traces organiques (CTO) qui sont Total des 7 PCB, Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(a)pyrène) sont également inférieures aux valeurs limites réglementaires du tableau 1b de l'annexe VIIa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour un épandage sur pâturage.
- Les flux cumulés apportés en ETM et en sélénium, en 2024 et en cumul sur 10 ans, restent inférieurs aux flux cumulés maximums apportés par les effluents en 10 ans du tableau 3 de l'annexe VIIa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour les pâturages ou pour les sols de pH<6.
- Les flux en CTO en 2024 et en cumul sur 10 ans sont également conformes aux valeurs limites de flux cumulé maximum apporté par les effluents en 10 ans pour un épandage sur pâturage du tableau 1b de l'annexe VIIa de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :

- sous 2 mois, la justification de l'absence des résultats d'analyse, ainsi que les mesures correctives visant à assurer la bonne réalisation des analyses dans les périodicités prévues ;
- sous 3 mois, un plan d'action correctif précisant les mesures envisagées pour garantir le respect de la plage réglementaire de pH (6,5 à 8,5) des effluents épandus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 9.2.3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage

Prescription contrôlée :

Un suivi agropédologique des zones d'épandage est effectué par un organisme compétent. Il

comprendra, notamment, des prélèvements et analyses des sols annuelles réalisés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes pour les paramètres suivants :

- pH
- teneur en matières organiques
- acide phosphorique P205
- calcium CaO
- magnésium MgO
- sodium Na2O
- potasse K2O

La capacité de rétention en eau et le taux de saturation en eau sont mesurés sur les parcelles ou groupe de parcelles homogènes du point de vue hydrique. Cette mesure est effectuée avant tout épandage afin d'évaluer la capacité totale de rétention en eau des sols.

Constats :

Les parcelles GDQ1, GDQ2 , JDM1, JDM2, JDM3 et JDM4 ont fait l'objet d'analyses par le laboratoire AUREA le 27/01/2025 portant sur les paramètres pH, matières organiques, acide phosphorique P205, calcium CaO, magnésium MgO, sodium Na2O et potasse K2O ainsi que sur les éléments traces métalliques.

Les teneurs en ETM en 2024 apportés dans les sols sont inférieures aux valeurs limites imposées dans le tableau 2 de l'annexe VIIa de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 à l'exception du cuivre sur la parcelle GDQ1 (127,7 mg/kg MS < Valeur seuil en mg/kg MS de 100 mg/kg MS).

La capacité de rétention en eau et le taux de saturation en eau sont traités au point de contrôle 7.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :

- une analyse des causes possibles de ce dépassement de la teneur en cuivre sur la parcelle GDQ1;
- un plan d'action correctif précisant les mesures envisagées pour prévenir tout nouveau dépassement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/01/2008, article 9.2.3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage

Prescription contrôlée :

La qualité des eaux souterraines est contrôlée à partir de 5 piézomètres repérés sur le plan joint en annexe. 3 analyses de type B3 et C3 seront effectuées annuellement par un laboratoire agréé sur les eaux de ces piézomètres, aux périodes suivantes :

- avant la période d'épandage,

<p>- après la période de fort épandage, - en mars-avril, 2 ou 3 jours après une période de fortes pluies.</p> <p>Ces contrôles sur la qualité de l'eau concerneront aussi les paramètres suivants : niveau piézométrique, chlorures, HAP. Les résultats de ces analyses seront communiqués dès réception, à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi hydrogéologique du site repose sur un réseau de six piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre piézomètres (A, B, C et D) sont situés au lieu-dit « Jeu de Mail » : A et B ont été installés en 1985, C et D en 1990. • Deux piézomètres sont localisés au lieu-dit « La Grange des Quarquettes », mis en place en 1995. Ces deux ouvrages sont à sec depuis plusieurs années, apparemment depuis 2003 selon l'analyse des relevés graphiques. <p>En 2024, seuls les piézomètres A, B et C ont fait l'objet de prélèvements et d'analyses le 15/04/2024, le 17/07/2024, et le 29/10/2024. Il est à noter que ces opérations de prélèvement ont coïncidé avec des périodes d'épandage réalisées sur les parcelles concernées. Le piézomètre D était tari et n'a pu être échantillonné.</p> <p>Les analyses réalisées portent sur les paramètres suivants : pH, DCO, DBO₅, MES, azote Kjeldahl, nitrates, phosphore total, calcium, magnésium, sodium, chlorures et sulfates. Il est à noter que le niveau piézométrique et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ne sont pas suivis.</p> <p>L'analyse comparative des résultats met en évidence que les concentrations en magnésium, sodium et chlorures sont systématiquement plus élevées dans les piézomètres situés en aval par rapport à ceux en amont, ce qui traduit un impact mesurable des pratiques d'épandage sur la qualité de la nappe.</p> <p>Les concentrations en magnésium, en sodium et chlorures restent toutefois respectivement inférieures aux seuils de référence de qualité production eau potable (>30 mg/l pour le magnésium à l'exception de la mesure dans le piézomètre C en octobre 2024 , <200 mg/L pour le sodium et > 250 mg/ l pour le chlorure).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu contrôler la présence des lignes d'épandage, des asperseurs, du piézomètre A en amont et C en aval, sur les îlots Jeux de Mail et a constaté que les eaux souterraines étaient protégées mais non sécurisées (absence de cadenas sécurisant le piézomètre) de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des piézomètres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'engager les travaux d'entretien nécessaires et de remise en état des piézomètres, et de transmettre à l'inspection les justificatifs attestant de la bonne réalisation de ces interventions pour tous les ouvrages, - de compléter le suivi des campagnes à venir afin d'inclure les paramètres non couverts en 2024, notamment le niveau piézométrique et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), - de garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des piézomètres.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois